Images de Madagascar dans la presse sud-africaine (1989-1994)

Emmanuel D'esparbès

▶ **To cite this version:**

Emmanuel D'esparbès. Images de Madagascar dans la presse sud-africaine (1989-1994). Alizés : Revue angliciste de La Réunion, 1998, CAPES Curriculum : The Portrait of a Lady, 16, pp.169-195. hal-02348380

HAL Id: hal-02348380

https://hal.univ-reunion.fr/hal-02348380

Submitted on 5 Nov 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

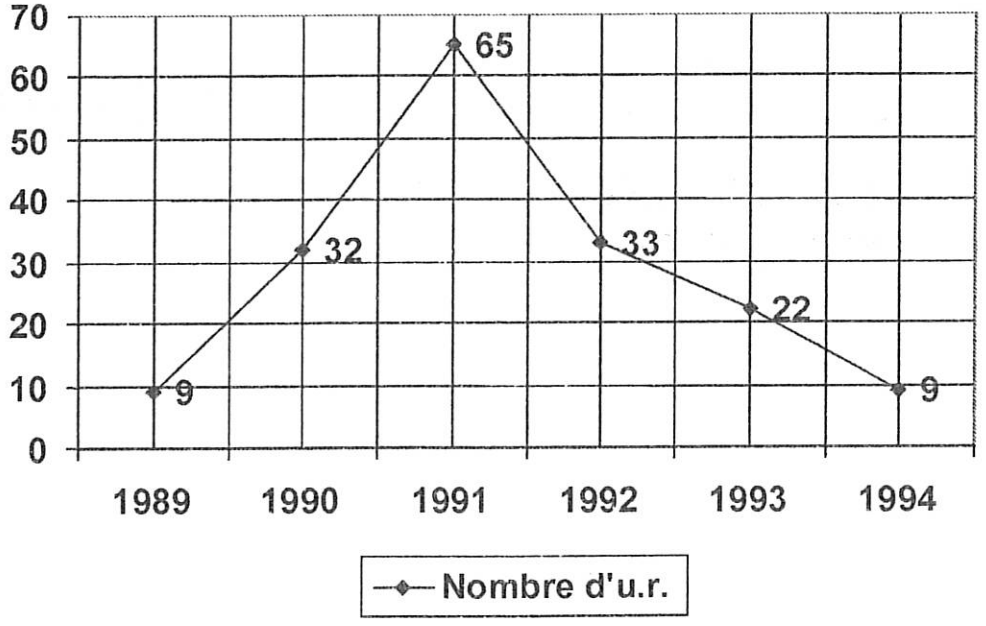
L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Images de Madagascar dans la presse sud-africaine (1989-1994)

Cet article se propose d'analyser l'image de Madagascar dans deux grands journaux sud-africains — le *Cape Argus* et le *Cape Times* — au cours des cinq années précédant les élections de 1994. On y découvre une image stéréotypée de la « Grande Ile », de la misère aux troubles politiques,

1- CORPUS

Dans les pages des deux publications précitées, on note que le nombre d'articles consacrés à Madagascar est assez peu élevé, tout comme le pourcentage d'articles signés. Jusqu'au début des années 1990, cela pourrait être en partie expliqué par la difficulté qu'avaient les Sud-africains à se rendre sur place : outre les problèmes de visas, ils ne disposaient pas de lignes aériennes directes. L'argument n'est cependant plus valable pour les deux ou trois dernières années observées ici. Au total, huit unités rédactionnelles bénéficient d'une mise en contexte plus ou moins sommaire. Seules deux sont accompagnées d'une carte de l'île. Il faut remonter à 1986 pour trouver un article complet consacré au contexte politique et économique du pays (*Cape Times* : 08/12/94).



Evolution du nombre d'unités rédactionnelles de 1989 à 1994

L'évolution du nombre d'unités rédactionnelles sur l'axe temporel peut être considérée comme significative. L'augmentation rapide de la quantité d'items jusqu'à 1991, puis leur diminution régulière et tout aussi rapide après cette date indiquent de façon très nette l'apparition soudaine mais éphémère de l'intérêt médiatique suscité par Madagascar. On verra plus loin que cette poussée brutale est liée tant à la politique intérieure qu'aux relations internationales.

2- IMAGE

L'étude de l'image de Madagascar dans la presse sud-africaine fait apparaître des champs lexicaux bien spécifiques. Pour les tableaux qui vont suivre, il a semblé préférable d'utiliser un classement thématique plutôt que par fréquence. « Pauvreté/échec économique », « famine » et « catastrophes » appartiennent à la catégorie « souffrance, misère », telle qu'elle est définie par BarOsud. Les trois champs négatifs qui les suivent sont associés à l'image du gouvernement. On verra plus loin que certains

items établissent un lien de causalité entre ce dernier et la pauvreté ; aussi a-t-il semblé préférable de ne pas dissocier les six premiers thèmes dans le commentaire qui suit. Les « crises » et « tentatives de coup d'état » contribuent eux aussi à l'image négative du pays, mais ne seront examinées de façon détaillée que dans la partie « événements ». Le champ « environnement » regroupe les articles et paragraphes dans lesquels il est question de la dégradation du milieu naturel.

ÉLÉMENTS NÉGATIFS

	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Pauvreté, échec économique	0	10 u.r. 12 §	9 u.r. 17 §	2 u.r. 2 §	2 u.r. 4 §	2 u.r. 2 §
Famine	0	0	0	4 u.r. 4 §	0	0
Catastrophes	0	2 u.r. 2 §	1 u.r. 1 §	0	1 u.r. 5 §	4 u.r. 26 §
Corruption népotisme	0	1 u.r. 1 §	4 u.r. 6 §	0	3 u.r. 3 §	1 u.r. 1 §
Fraude	4 u.r. 6 §	0	3 u.r. 3 §	0	0	0
Marxisme, Dictature	3 u.r. 3 §	11 u.r. 13 §	8 u.r. 17 §	3 u.r. 5 §	5 u.r. 10 §	0
Crises	2 u.r. 4 §	0	51 u.r. 128 §	8 u.r. 18 §	4 u.r. 4 §	0
Tentatives de coup d'état	4 u.r. 24 §	2 u.r. 20 §	1 u.r. 1 §	3 u.r. 26 §	0	0
Environnement	0	1 u.r. 3§	1 u.r. 1 §	1 u.r. 2 §	0	1 u.r. 7 §
Total par année	13 u.r. 37 §	27 u.r. 51 §	78 u.r. 174 §	21 u.r. 57 §	15 u.r. 26 §	8 u.r. 36 §

Total des éléments négatifs : 162 unités rédactionnelles (u.r.) et 381 paragraphes (§).

Champs lexicaux : occurrences typiques

Pauvreté, échec économique Poverty/ poverty-stricken/ chronic poverty/ impoverished/ one of the poorest countries/ mega-poor/ under-developed/ shortage/ lack/ to deteriorate/ to ruin/ bankrupt/ wrecked/ failure/ decline of the economy/ a hand-to-mouth basis/ to its knees/ debt
Famine Famine/ starvation/ victim/ food appeal/ feeding centre/ foreign emergency relief/ to die
Catastrophes Locusts/ cyclone/ to devastate/ to destroy
Corruption, népotisme Corruption/ black market/ amassed great wealth/ huge personal fortune/ has stacked away a personal fortune/ at a price/ his wife/ members of his family
Fraude Fraudulent/ unfair/ irregularities/ to rig
Marxisme, dictature Marxism/ Communist Party/ Marxist-Leninist/ socialist/ eastern bloc/ Russia/ Big Brother Russia/ China/ North Korean-trained/ Korean-built/ dictatorship/ autocratic/ authoritarian rule/ wayward rule/ to execute opponents
Crises Crisis/ unrest/ protests/ demonstrations/ march/ strike/ sit-in/ pillaging/ rioting/ looting/ stone-throwing youths/ clashes/ state of emergency/ slaughter/ turmoil/ chaos
Tentatives de coup d'État Coup/ plot/ rebels/ rebellion/ gunmen/ to take control

SOUFFRANCE, MISÈRE, ÉCHEC ÉCONOMIQUE ET LEURS CAUSES

Le nombre important de paragraphes qui mentionnent la détresse humaine et la détérioration de l'économie malgache indique qu'on pénètre dans l'univers du Tiers-Monde africain, dont l'évocation par les médias occidentaux a été analysée et critiquée notamment par BarOsud et par le groupe responsable de *Africa's Media Image*. L'examen du tableau présenté plus haut montre qu'en ce qui concerne la pauvreté et l'échec économique le ratio unité rédactionnelle/paragraphes est peu

élevé. Contrairement aux thèmes « famine » et « catastrophes », aucun article n'y est entièrement consacré. Il s'agit en fait d'un rappel régulier qui illustre des items traitant de politique ou d'économie. Les commentaires se suivent et se ressemblent : « *Madagascar . . . is one of the poorest countries in Africa with a per capita income of $200 (R530) a year* » (*Cape Argus* : 14/05/90) ; « *the economic failure that has made Madagascar officially the eleventh poorest country in the world* » (*Cape Argus* : 15/08/90); « *with a per capita income of some R520 and exports valued at about R1.1 billion a year, Madagascar is one of the poorest members of the Organisation of African Unity* » (*Cape Times* : 15/08/90) ; « *unemployment is put at well over 50 percent* » (*Cape Argus* : juillet 1991) ; « *the country's bankrupt* » (*Cape Argus* : 27/07/91) ; « *by 1980 Madagascar had run out of foreign exchange and ordinary people had lost up to half their buying power. . . . Real incomes plunged 25 percent during the 1980s* » (*Cape Times* : 24/07/91) ; « *the republic's chronic poverty, indebtedness and almost invisible infrastructure* » (*Cape Argus* :18/02/93).

Les journalistes et éditeurs rendent le régime et la politique économique socialiste directement responsables de l'échec économique : « *the steady decline of the economy since Mr Ratsiraka took power in 1975 and embarked on a socialist reformation* » (*Cape Times* : 13/03/89) ; « *they wanted to end 15 years of dictatorship by President Didier Ratsiraka and his family who, they said, had impoverished the country* » (*Cape Times* : 14/05/90) ; « *15 years of socialism had reduced Madagascar to one of the world's poorest countries* » (*Cape Argus* : 14/08/90) ; « *The island's economy continued to deteriorate under the socialist economic policies imposed by his Arema party* » (*Cape Argus* : 19/08/90) ; « *these policies that have almost brought the country to its knees* » (*Cape Argus* : 05/07/91). James Tomlins, dans son article « *Marxist leader blamed for Madagascar's business blues* », se réfère à un reportage de *Paris Match* et affirme : « *Madagascar has been totally ruined economically by 16 years of Marxism, which tried to turn the Indian Ocean island into an industrial power* ». Il évoque les projets ambitieux lancés par le gouvernement malgache pour créer artificiellement une industrie nationale, sur un modèle proche de celui de l'URSS. Ces « éléphants blancs » ont tous échoué, et particulièrement l'usine de

fabrication d'automobiles Karajh dont la production a chuté de 90 unités en 1990 à 4 unités en 1991. Ces voitures coûtent deux fois plus cher que des véhicules similaires importés du Japon (*Cape Argus* : 16/11/91).

Ces critiques contre un régime fortement influencé par le marxisme-léninisme ne sont pas gratuites. Alors que le vent de l'Histoire tourne en Afrique du Sud à la fin des années 80 et au début des années 90, la population blanche se demande quelle serait l'orientation politique d'un gouvernement à majorité noire. Au sein même de l'ANC, certains ne cachent pas leur préférence pour un système de type socialiste[1]. La dénonciation par la presse blanche des méfaits du collectivisme pourrait être un avertissement lancé à l'ensemble du peuple sud-africain : ne ruinons pas un pays prospère en adoptant ce qui a échoué ailleurs.

On peut se demander si certains articles ne contiennent pas un autre message, beaucoup plus insidieux. Ils semblent établir une corrélation entre l'accession du pays à l'indépendance et le commencement des problèmes économiques. Que penser, par exemple, des lignes suivantes :

> Before independence in 1960 the French Colony of Madagascar was able to supply its own needs in food and even exported rice to neighbouring countries.
>
> In those days there were about 50 000 French nationals compared to 18 000 today.
>
> In 1986 Madagascar will import 62 000 tons of wheat and 110 000 tons of rice (*Cape Argus* 25/11/86).

D'autres unité rédactionnelle abondent dans le même sens : « *trying desperately to save the remains of an economy that was a jewel on their colonial crown, are the French* » (*Cape Argus* : 04/09/91) ; « *the once flourishing economy* » (*Cape Argus* : 16/11/91), etc. Les auteurs veulent-ils insinuer que les Malgaches ont été incapables de gérer leur pays après le départ des Français, et établissent-ils un parallèle avec ce que deviendrait une Afrique du Sud qui ne serait plus gouvernée par les

---

[1] Certains militants de l'ANC étaient aussi membres du Parti Communiste (Beinart 253).

Blancs ? Il est impossible d'être catégorique sur ce point, mais l'idée ne peut être totalement exclue. Si telle était l'intention des auteurs, on aurait là une illustration indirecte des appréhensions de certains Sud-africains, telles qu'évoquées par Erich Leistner :

> Many South Africans, understandably, are asking themselves, 'Is our country about to embark upon the same calamitous course towards a one-party dictatorship, corrupt administration, a disintegrating economy and decaying health and educational services, that most of sub-Saharan Africa has followed since independence?' . . . It is often argued that once white political domination ends in South Africa, the country — just as the rest of sub-Saharan Africa — will vanish from the international agenda and soon become one more Third World claimant for humanitarian aid (Leistner : 1991 1).

Le régime de Didier Ratsiraka n'est pas seulement accusé d'avoir ruiné le pays à force d'incompétence : on lui reproche aussi sa malhonnêteté. Malhonnêteté politique d'abord, puisqu'à plusieurs reprises il est soupçonné d'avoir eu recours à la fraude électorale (*Cape Times* : 18/04/89 ; *Cape Argus* : 24/07/89, etc.). Malhonnêteté dans l'utilisation des fonds publics et dans l'attribution partiale des postes. La corruption et le népotisme sont clairement mentionnés dans divers items : « *President Ratsiraka . . . has been called the 'Ceausescu of Africa' because his wife and more than 20 close members of his family hold the key party and government posts* » (*Cape Argus* : 24/06/91) ; « *He* [Ratsiraka] *allegedly amassed great wealth for himself and his family. His sister-in-law, Hortense, heads the state body which allocates all import and export licences — at a price* » (*Cape Argus* : 16/11/91).

La faillite économique du pays a des conséquences plus graves que la simple pauvreté au quotidien. En mai 1992, une dépêche parue dans le *Cape Times* annonce : « *Up to 20 people a day die from starvation in southern Madagascar* ». Quelques mois plus tard, le gouvernement fait appel à l'aide internationale afin de sauver un million de personnes affamées (*Cape Times* : 28/09/92). La situation s'avère heureusement moins grave qu'en 1986, où la famine avait fait 50 000 victimes (*Cape Argus* : 25/11/86).

D'autres fléaux s'abattent sur le pays. Parfois, ce sont des nuées de sauterelles qui dévastent les récoltes (*Cape Times* : 08/08/92). D'autres fois, l'île est balayée par des cyclones, comme en 1990 et 1994. Cette dernière année, Géralda, qualifié de « cyclone du siècle », frappe le pays avec une violence particulière. On parle alors de 70 victimes, de 500 000 personnes sans abri et de la destruction de 70% des rizières. Une fois de plus, Madagascar demande l'assistance de la communauté internationale (*Cape Argus* : 08/02/94).

LE PITTORESQUE DÉVALORISANT

Pauvreté, échec économique, régime marxiste corrompu et incompétent, catastrophes naturelles : à toutes ces images négatives souvent associées au Tiers-Monde, Ken Vernon ajoute un dernier trait, caractéristique de l'idée que l'Occident se fait de l'Afrique. De Didier Ratsiraka, il écrit :

> As deeply superstitious as the rest of the islanders, he came to believe that South Africa was constantly plotting to have him removed. At one point, he publicly alleged that his enemies (read South Africa) had paid sorcerers to have him hit by lightning — and for a time refused to go outdoors during storms. (*Cape Argus* : 18/08/90)

Cette touche d'irrationnel répond aux attentes d'un public qui pense que l'Afrique n'est pas mûre pour la rigueur et le cartésianisme occidentaux. Comme le montre l'exemple ci-dessus, la tentation est grande pour les journalistes d'agrémenter leurs récits d'une note de pittoresque ou de couleur locale. La démarche n'est pas nécessairement malveillante quand il s'agit simplement de faire sourire le lecteur. Cependant, comme avec les « *ethnic jokes* », le risque est de conforter certains préjugés et de renforcer les stéréotypes. La dépêche « *Karate classes after coup bid* » n'est en rien innocente : « *Madagascan broadcasters are to learn karate after a group armed with one revolver briefly seized the state radio in an attempted coup described as 'infantile' by President Didier Ratsiraka* » (*Cape Times* : 28/07/89). On peut non

seulement s'interroger sur la valeur informative de ce bref article, mais aussi se demander dans quelle mesure le public n'est pas invité, à la lecture de cette décision, à trouver le président malgache aussi infantile que l'action qu'il dénonce.

Les intentions réelles des auteurs ne sont pas toujours claires. L'extrait suivant est particulièrement ambigu : « *he watched police, some armed only with fake wooden guns, retreat into their Tananarive head-quarters*» (*Cape Argus* : 25/07/91). L'auteur ironise-t-il sur des forces de l'ordre dignes de figurer dans un théâtre de marionnettes ? Veut-il, au contraire, dans un article où les mots « *tolerance* », « *gentle* » et « *relaxed* » apparaissent plusieurs fois, signaler un élément positif : le caractère bon enfant de la police malgache ? C'est apparemment son intention, mais la démarche peut paraître maladroite. On peut enfin, en faisant abstraction de toute interprétation bonne ou mauvaise, ne voir là qu'un élément purement informatif : la police malgache manque de moyens financiers et doit utiliser ce type de palliatifs. Cette évocation du dénuement nous renvoie au champ « pauvreté, échec économique ».

ÉLÉMENTS POSITIFS

	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Beauté	0	5 u.r. 19 §	2 u.r. 2 §	0	0	0
Gentillesse	0	1 u.r 2 §	4 u.r. 6 §	1 u.r. 2 §	0	0
Environnement	0	2 u.r. 4 §	1 u.r. 1 §	1 u.r. 9 §	1 u.r. 6 §	1 u.r. 6 §
Economie et Tourisme	0	9 u.r. 114 §	1 u.r. 4 §	2 u.r. 21 §	2 u.r. 8 §	2 u.r. 4 §
Démocratisation	1 u.r. 1 §	0	6 u.r. 19 §	8 u.r. 12 §	7 u.r. 48 §	0
Total par année	1 u.r. 1 §	17 u.r. 139 §	14 u.r. 32 §	12 u.r. 43 §	10 u.r. 62 §	3 u.r. 10 §

Total des éléments positifs : 57 u.r., 287 §

NB : L'environnement apparaît ici parmi les éléments positifs, mais seulement pour les paragraphes qui le décrivent ou traitent de sa protection. Le champ « économie et tourisme » exclut bien sûr les unités rédactionnelles ou les paragraphes qui traitent de l'échec économique.

Champs lexicaux : occurrences typiques

Beauté Paradise/ wonder/ delight/ white beaches/ clear warm waters/ magnificent scenery/ unspoilt coral reefs/ exotic/ spectacular/ breathtaking/ lovely/ romantic/ fairytale/ agreeable/ unforgettable/ pristine/ unique/ fascinating/ unraptured
Gentillesse The most friendly and non-violent people on earth/ tolerance/ moderation/ friendly/ gentle/ tolerant/ warm/ happy/ cheerfully
Environnement Unique fauna and flora/ reserve/ conservation/ conservation efforts/ environmental plan/ to save

On n'a retenu ici que les trois premiers champs lexicaux. Les termes utilisés pour les deux autres n'apportent rien de significatif à l'étude de l'image.

Les journalistes qui ont pu délaisser un moment une actualité essentiellement politique et économique ont découvert un pays qui les a manifestement séduits. Les quelques articles qui décrivent le pays en donnent une image flatteuse. Ils rendent hommage à la magnificence des paysages et des plages, mais ne dissocient pas la beauté de l'île de son riche héritage culturel et de sa population. A la plate béatitude du consommateur d'Eden *ready-made* se substitue la curiosité de l'explorateur. Ken Vernon met en garde le touriste : « *The treasure is there, but it has to be worked for* » (*Cape Argus* : 21/10/90).

Le Sud-africain, longtemps interdit d'entrée dans le pays, réalise ainsi que « *Madagascar is the fourth largest island in the world and a treasure of cultures, sights and sounds, all in one of the most scenic*

countries in the world — from classic tropical beaches to rugged mountain passes » (*Cape Argus* : 17/08/90). Dans le même registre, Ken Vernon ajoute : « *The 'Red Island' has everything to offer: unlimited kilometres of pristine white beaches, unspoilt coral reefs and tropical islands, a unique flora and fauna, and a fascinating local culture and historical heritage* » (*Cape Argus* : 21/10/90). Douglas Alexander exprime également son enthousiasme :

> One of the most spectacular train journeys in the world awaits South African tourists if they flock back to Madagascar after the recent détente. . . . The magnificent scenery, often reminiscent of South American jungles, and winding, uphill track through some of the toughest railway terrain in the world make it worthwhile. . . . We approached the outskirts of Antananarivo, a sprawling, teeming city, built on hills rising from drained rice fields, its undisciplined huddle of red roofs, tall buildings and romantic, fairytale palaces beckoning from afar, like a hill-top town in Europe or landmark in Gulliver's Travels (*Cape Times* : 08/09/90).

Le charme de Madagascar est aussi lié à la douceur des mœurs et à la gentillesse de la population. Le caractère paisible et amical du Malgache est mentionné à plusieurs reprises, même à l'occasion d'événements graves. Des touristes sud-africains, bloqués dans l'île en pleine période d'émeutes, attestent qu'ils n'ont jamais craint pour leurs vies : « *The locals were warm and friendly* » (*Cape Times* : 25/07/91).

BILAN DE L'IMAGE

L'image de Madagascar reste évidemment globalement mauvaise, en dépit des quelques éléments positifs mentionnés plus haut. Les items et paragraphes à connotation négative sont bien plus nombreux que ceux qui présentent le pays sous un angle favorable. Les journalistes sud-africains ont-ils laissé parler leurs préjugés ? Deux choses auraient pu les prédisposer à décrire le pays sans complaisance. Tout d'abord, les choix idéologiques du gouvernement, peu susceptibles de plaire à la presse blanche, même la plus libérale. Ensuite, l'attitude longtemps inamicale de Ratsiraka à l'égard de leur pays. Il s'avère justement que la majeure partie des éléments négatifs a trait au système en place, à ses

abus et dysfonctionnements et aux malheurs qu'il occasionne (pauvreté, crises, etc.). Par contre (à l'exception d'une mise en garde contre les pickpockets adressée aux touristes), le peuple malgache est, quant à lui, totalement épargné par les critiques.

Si l'on persiste à croire que les journalistes ont cédé à la tentation d'un misérabilisme facile, il peut être utile de se reporter aux termes évoqués par le directeur de l'Africa Institute, un universitaire :

> [Madagascar] ranks amongst the poorest countries of the world . . . The rapidly growing population is destroying indigenous forests and arable soils at an alarming rate . . . Since the early 1980s the country has turned increasingly to the World Bank, the IMF and the West in general . . . The world's 11th poorest country . . . 40 per cent of the population live below the poverty line, infant and maternal mortality rates have increased . . . In 1988, 19 000 deaths were attributed to malaria . . . poverty and deprivation . . . mounting economic difficulties . . . severe crisis . . . heavy deficits . . . The country has been locked in a spiral of environmental degradation... (Leistner : 1990 1-5)

Dans un autre document publié par un professeur de science politique américain, on retrouve les termes : « *extremely poor* » ; « *badly managed* » ; « *devastated economy* » ; « *the state has survived through a steady infusion of loans and aid monies* » (Bowman 3-4). Il faut peut-être admettre que les journalistes sud-africains n'ont souvent fait que relater sans indulgence ce que chacun pouvait constater à l'époque : le pays traversait une des périodes les plus douloureuses de son histoire et la détresse humaine y était une réalité.

3- LES ÉVÉNEMENTS

Examinons maintenant comment la presse sud-africaine rapporte le soulèvement populaire qui devait mener à la chute du président Ratsiraka. C'est à cette période que correspond le plus grand nombre d'articles consacrés à Madagascar.

A Antananarivo siège un président porté au pouvoir par un putsch dans les années 1970. Ce chef de l'État (les journalistes disent volontiers « le dictateur ») est un marxiste-léniniste convaincu qui signe des accords d'amitié et de coopération avec les pays communistes[1]. A Madagascar, toutefois, il n'existe pas officiellement de parti unique. L'Arema (Avant-garde de la Révolution Malgache) de Didier Ratsiraka contrôle cependant le pays *de facto,* car les autres partis autorisés doivent être liés à la coalition qu'il dirige, et la maigre opposition non-officielle dénonce fréquemment les irrégularités des scrutins. Ce sont peut-être les élections de 1989, que l'on dit truquées, qui seront à l'origine d'un mouvement de contestation de très grande ampleur.

Dans les jours qui suivent le scrutin, 13 personnes sont blessées et 20 arrêtées lors d'affrontements avec la police (*Cape Times*: 10/04/89). Le nombre de victimes augmente dans les jours qui suivent (5 morts et 74 blessés), mais les opposants demandent aux manifestants d'observer une trêve pendant la visite officielle du Pape. Cet appel ramène provisoirement le calme.

En juillet, six hommes armés s'emparent des studios de la radio d'État et annoncent de façon bien prématurée la chute du gouvernement. Ils sont rapidement arrêtés (*Cape Argus*: 24/07/89; *Cape Times*: 25/07/89). Cet échec ne dissuade pas d'autres opposants de tenter le même type d'action l'année suivante, mais ils sont à nouveau maîtrisés par les forces de sécurité ; cette fois l'opération fait 3 morts et 20 blessés et déclenche le pillage de quelques magasins (*Cape Argus*: 14/05/90). Cependant, le régime de Ratsiraka ne semble toujours pas sérieusement menacé. Le président, qui a initié un processus de démocratisation deux mois plus tôt en légalisant tous les partis existants, doit se croire à l'abri de tout mouvement réellement subversif.

---

[1] Dans les années 1980, les Nord-coréens construisent le palais présidentiel et encadrent la garde prétorienne du président Didier Ratsiraka. Des conseillers soviétiques contrôlent l'aviation dans l'ensemble des aéroports du pays. A cette époque, Madagascar commence pourtant à rétablir l'économie de marché, en grande partie sous la pression du FMI et de la Banque Mondiale.

Il faut attendre 1991 pour que la *vox populi* s'exprime avec une ampleur jamais connue dans le pays. Tout commence par une vague de manifestations pacifiques dans la capitale et plusieurs autres villes. Les organisateurs réclament une constitution plus démocratique (*Cape Argus* : 14/06/91). Alors que le nombre de manifestants ne cesse d'augmenter (250 000 à Antananarivo le 21 juin) 16 partis et 50 organisations sociales se regroupent pour former le Comité des Forces Vives. Une nouvelle exigence vient d'être ajoutée : les opposants réclament à présent le départ du président. Didier Ratsiraka n'a pas l'intention de céder sous la pression de la rue :

> Another leader, Pastor Joshua Rakotonirainy, predicted: "We must now fear the worst."
>
> He was referring to the surprise statement by President Ratsiraka that as he was elected for his third term in March 1989 with 62,7 percent of the votes, he had no intention of standing down.
>
> This statement, repeated over the weekend by several Cabinet ministers over radio and television, has dangerously increased tension in the country. (*Cape Argus* : 24/06/91)

Le président attend patiemment que l'émotion populaire retombe d'elle même sous l'effet de la lassitude, et se contente d'affirmer que les troubles sont causés par « *a handful of hotheads* » (*Cape Argus* : 05/07/91). Cette déclaration intervient alors que, depuis deux mois, 200 000 à 400 000 personnes défilent quotidiennement dans les rues. Pendant ce temps, l'opposition semble s'être trouvé un chef en la personne d'Albert Zafy. Ce dernier, accompagné de son cabinet fantôme, pénètre dans les bureaux des ministères le 22 juillet. Les soldats n'osent pas intervenir car des dizaines de milliers de personnes manifestent à l'extérieur. Le président Ratsiraka réagit en déclarant l'état d'urgence (*Cape Times* : 23/07/91). Le couvre-feu et l'interdiction de se rassembler en public ne sont cependant pas respectés, et les fonctionnaires du pays renforcent le mouvement de protestation en se mettant en grève.

Dans l'*Argus* du 27 juillet, Janis Fraser annonce un peu trop vite qu'il s'agit de « *the most relaxed revolution in history* ». De fait, le sang

n'a pas encore coulé pendant les grands rassemblements, et les manifestants, l'armée et la police ont su éviter les confrontations. C'est dans le port de Toamasina que les deux premières victimes tombent sous les balles des forces de sécurité (*Cape Times* : 27/07/91).

Le président réalise sans doute à ce moment qu'il est temps de faire des concessions à une opposition étonnamment pugnace et soutenue par la base. Il annonce la dissolution de son gouvernement, propose d'engager des discussions sur de nouvelles lois électorales avec ses adversaires et d'organiser un référendum sur une nouvelle constitution. L'éventualité de sa démission n'est pas évoquée (*Cape Times* : 29/07/91). Pour ses opposants, il est déjà trop tard pour proposer des compromis, et seul son départ permettra le retour de la paix civile. On assiste alors à un durcissement des positions des deux bords. Les titres du mois d'août montrent que les affrontements commencent à prendre une tournure dramatique : « *Two die in Malagasy protest* » (*Cape Times* : 02/08/91) ; « *31 die in clashes as Madagascar violence escalates* » (*Cape Argus* : 12/08/91) ; « *300 injured when army opens fire* » (*Cape Argus* : 13/08/91) ; « *Madagascar death toll rises to 51* » (*Cape Times* : 13/08/91). Cette répression violente déclenche une grève générale. A ce stade les opinions divergent quant à l'avenir du mouvement :

> Some analysts say that the "revolution" died outside the President's palace on August 10 when more than 100 were shot dead while the gentle Malagasy people no longer have the stomach to fight.
>
> Opposition politician the Rev Richard Andriamanjato argues that August 10 was the final nail in Mr Ratsiraka's coffin. (*Cape Argus* : octobre 1991)

En novembre, Ratsiraka accepte pourtant de participer à un gouvernement de transition avec son adversaire Albert Zafy (*Cape Times* : 02/11/91). Un forum national doit élaborer une nouvelle constitution et organiser un référendum qui sera suivi d'élections. En 1992 la nouvelle constitution est approuvée sur fond de grèves, de violence, de tentative de coup d'état, d'agitation fédéraliste et de pénurie alimentaire. Le Premier ministre, Guy Razanamasy, avait auparavant annoncé l'abandon du socialisme pour la fin de l'année (*Cape Argus* : 28/06/91).

La chute de Ratsiraka ne se produit qu'en 1993. En février, Albert Zafy est officiellement déclaré vainqueur des élections présidentielles ; avec 66,62 % des voix, il a largement distancé son adversaire. Timothy Ecott rend hommage au vaincu :

> A man of vision, he was among the first pragmatists to see the writing on the wall and the end of Eastern bloc subsidies to Third World allies. Accordingly he embarked on a radical liberalisation of the Malagasy economy following the March 1989 elections (*Cape Argus :* 18/02/93).

Le vainqueur devra, quant à lui, assumer une lourde tâche : « *The vote gives Mr Zafy the tough task of living up to expectations that the lives of millions of impoverished people will be quickly transformed* » (*Cape Times* : 17/02/91). Du point de vue de certains Sud-africains, la portée de ces élections va bien au delà de la simple actualité locale : « *African democracy won a new recruit on February 10th. . . . Mr Zafy's victory is a triumph for democracy, and a lesson in the potency of a united opposition* » (*Cape Argus* : 01/03/93).

4- LES THÈMES

Les thèmes « économie et tourisme » et « relations entre Madagascar et la RSA » sont présentés séparément dans le tableau ci-dessous mais seront étudiés conjointement par la suite. Ils sont en effet confondus dans de nombreux items.

	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Environnement	0	1 u.r. 6 §	0	1 u.r. 17 §	1 u.r. 6 §	1 u.r. 6 §
Economie et tourisme	0	9 u.r. 114 §	1 u.r. 4 §	2 u.r. 21 §	2 u.r. 8 §	2 u.r. 4 §
Relations Mad./RSA	1 u.r. 3 §	26 u.r. 188 §	5 u.r. 29 §	3 u.r. 42 §	3 u.r. 11 §	1 u.r. 15 §

L'ENVIRONNEMENT

On pourrait croire que l'absence de grosses industries polluantes et une densité de population d'à peine 19 habitants au kilomètre carré mettent Madagascar à l'abri de tout problème écologique. Il n'en est rien, et le manque de moyens du pays constitue un facteur aggravant. Comme presque toujours lorsqu'il est question de la dégradation de l'environnement, l'homme est montré du doigt :

> A report says erosion is increasing as a result of trees being cut down for fuel and to make way for cultivation.
>
> Because of this, canals, dams, river beds and even harbours are filling up with sand.
>
> At the same time, Madagascar's fauna and flora are slowly disappearing as a result of the deforestation and could result in the island state turning into a desert in about 60 years' time. (*Cape Argus* : 25/10/90)

La déforestation est d'autant plus préoccupante que depuis sa séparation géologique du continent africain (il y a environ 100 millions d'années) l'île a engendré des espèces uniques : « *All 34 land mammals are endemic. Of the 235 reptile species, all but 10 are endemic. Of the world's chameleon family, two thirds exist only here. Half of the country's 238 bird species live here alone* » (*Cape Argus* du 18/04/85) [1].

---

[1] Un rapport de la Banque Mondiale précise que : « *Madagascar has been called the single highest major biodiversity conservation priority in the world owing to its combination of high diversity, endemism, and degree of threat. Although Madagascar occupies only about 1.9% of the land area of the African region, it has more orchids than the entire African mainland, and is home to about 25% of all African plants. Overall, about 80% of Madagascar's plant species are endemic, and for animals the proportion is usually even higher, the best example being the lemurs, close to 100% of which occur naturally only in Madagascar. In addition, 95% of the country's 265 reptiles and 99% of its 120 amphibians are endemic, and figures for other groups of organisms are comparable. Higher-order endemism is also extremely high in Madagascar, making even less diverse Malagasy taxa exceptionally valuable. For instance, although there are only eight genera of endemic Malagasy freshwater fish, the genetic information in these species has been compared to the entire very rich cichlid fish fauna of the African rift lakes. Madagascar has also recently been selected as a critical site for marine conservation worldwide* ». WORLD BANK, http://www.worldbank.org/html/gef/wprogram/july96/madagasc/context.htm, July 1996. On remarquera que le nombre d'espèces de reptiles n'est pas le même que celui qui est

Les autorités malgaches, désireuses de mettre fin à la déforestation pratiquée par les cultivateurs et les éleveurs, avouent leur impuissance : « *It is difficult to monitor or control in such a far-flung country where roads are in chronic disrepair and communications poor* » (ibid.). Seule l'aide internationale peut permettre de freiner la désertification du pays. En 1990, la Banque Mondiale et plusieurs autres donateurs apportent une contribution de 170 millions de rands destinée à mettre en place un plan pour l'environnement (*Cape Argus* : 25/10/90). En 1994, c'est la France qui est sollicitée à la suite du naufrage d'un pétrolier près des côtes malgaches (*Cape Argus* : 27/10/94).

ÉCONOMIE, TOURISME ET DIPLOMATIE : DEUX PAYS SE REDÉCOUVRENT

De tous les pays de la zone sud-ouest de l'Océan indien, Madagascar va longtemps rester le plus ouvertement critique vis-à-vis de l'Afrique du Sud[1]. Il ne s'agit pas de simples déclarations destinées à sauver la face et mieux dissimuler des échanges fructueux : jusqu'à la fin des années 1980, l'État malgache suit de façon rigoureuse les recommandations de l'OUA et participe à l'isolement de Pretoria. Seule une quantité limitée de marchandises sud-africaines peut discrètement parvenir sur l'île, après avoir transité par des ports hors de la RSA. Les visas ne sont accordés aux Sud-africains qu'à partir des années 1990. Un exemple illustre bien l'animosité des autorités malgaches à l'encontre de l'Afrique du Sud : en janvier 1977, trois Sud-africains s'envolent à bord d'un avion de tourisme et mettent le cap sur l'île Maurice. A court de carburant, ils effectuent un atterrissage d'urgence à Mananjary et sont immédiatement arrêtés. Accusés d'avoir violé l'espace aérien malgache, d'avoir atterri sans autorisation et d'avoir menacé la sécurité de l'État, ils

---

donné par l'*Argus*. Il ne faut pas exclure que certaines espèces aient été répertoriées entre 1985 et 1996.

1 « *The policy of the new government became fervently nationalist and particularly anti-South African* » (Vale & Spicer 282).

sont condamnés à cinq années de prison. Ils seront en fait détenus pendant sept ans (*Cape Argus* : 03/06/91).

Pour beaucoup, la position très ferme du gouvernement malgache pendant presque deux décennies est due à la rancune d'un seul homme : le président Ratsiraka. A de multiples reprises, la presse sud-africaine relate l'incident qui est à l'origine de ce ressentiment. Les faits remontent à 1962. Ratsiraka, alors élève officier dans la marine française, effectue une traversée à bord d'un navire de guerre.

> When the *Jeanne d'Arc* docked in Cape Town, South African authorities objected to the young, dark-skinned officer being allowed ashore. This was bad enough, but instead of the French officers supporting their colleague as he might have expected, Ratsiraka was confined to ship and his white colleagues headed off to test the delights Cape Town holds for visiting young naval officers. Ratsiraka never forgot — and he never forgave (*Cape Argus* : 18/08/90).

Il s'agit de la version « officielle », telle qu'elle a été divulguée par Ratsiraka lui-même dans son autobiographie. Ken Vernon, auteur de l'article, semble avoir oublié ce que son journal publiait quelques années plus tôt. Sous le titre vengeur : « *Anti-SA leader is a liar, says ex-shipmate* », l'Argus citait une lettre parue dans *Le Monde*. Claude Gélineau y affirmait :

> I was also a cadet officer on the *Jeanne d'Arc* on the same cruise as Mr Ratsiraka.
>
> While I can confirm that the Malagasy leader was also on board, I would like to note that the *Jeanne d'Arc* did not call in at any South African port.
>
> In other words, President Ratsiraka in no way experienced the humiliation he claims to have suffered, for he was never there and it never happened. (*Cape Argus* : 03/05/85)

On peut considérer que tout ceci n'a qu'un caractère anecdotique. Vraie ou fausse, la version de Didier Ratsiraka n'en est pas moins révélatrice des tensions qui existent alors entre les deux pays.

Pendant les années du gouvernement Botha, Madagascar représente une gêne pour Pretoria. L'île échappe presque totalement à

l'emprise politique, militaire et économique de la RSA. Tandis que les pays d'Afrique australe sont contraints d'expulser les représentants de l'ANC sous peine de représailles (raids, blocus, etc.), le parti de Nelson Mandela peut émettre librement depuis une station radio de Tananarive (*Cape Argus* : 28/04/90). Pour l'Afrique du Sud blanche, par contre, Madagascar est devenue « *the black hole of the Indian Ocean* » (*Cape Argus* : 19/06/90). L'élection de Frederik W. de Klerk à la présidence peut-elle faire évoluer la situation ?

Quelques rumeurs de détente prochaine commencent à circuler à partir de 1989. Un représentant européen de la chaîne d'hôtels Pullman, en mission à Madagascar, estime que les touristes sud-africains seront bientôt les bienvenus dans la « Grande Ile » (*Cape Argus* : 22/06/89). L'information est confirmée officiellement en avril 1990 par le président Ratsiraka lui-même. Il déclare que les liaisons aériennes et les relations économiques entre les deux pays vont être rétablies, afin « d'encourager le président de Klerk à se débarrasser de l'apartheid ». Il précise toutefois que des relations diplomatiques ne seront envisageables que quand la discrimination raciale aura été totalement éliminée en RSA (*Cape Times* : 28/04/90).

On peut s'étonner de la volte-face rapide de Didier Ratsiraka, même s'il met des conditions au rétablissement de liens à tous les niveaux. C'est avant tout le pragmatisme économique qui est à l'origine de ce geste de bonne volonté : Madagascar, qui a longtemps bénéficié de l'aide de divers pays de l'hémisphère Nord, va sans doute devoir se tourner vers des partenaires plus proches. Le président malgache voit clairement que les bouleversements politiques en Europe de l'Est risquent d'amener la diminution ou la suspension totale de l'assistance des pays socialistes. Pour Ken Vernon, « *Big Brother Russia is no longer willing to pick up the tab for their anti-apartheid stance* » (*Cape Argus* : 18/08/90). Il sait aussi que l'aide financière de la France peut un jour se

tarir[1], sans parler de celle des redoutables « tuteurs » que sont le FMI et la Banque Mondiale. S'il n'a pas à attendre de dons généreux de la part de la RSA, il peut du moins espérer la venue d'investisseurs privés[2]. La libération de Nelson Mandela, deux mois plus tôt, a donné une caution morale à ce partenariat impensable jusqu'alors.

Selon Solofo Randrianantoandro, ce type de coopération Sud-Sud fait partie de la nouvelle donne géopolitique mondiale et résulte de la fin de la guerre froide. Les pays riches du Nord trouvent plus avantageux d'aider les pays de l'ancien bloc de l'Est qui se sont ouverts à l'économie de marché : d'une part ils sont plus proches géographiquement, et d'autre part plus avancés sur le plan technologique que les pays pauvres du Sud. Ce dernier point permet d'espérer un retour plus rapide sur les investissements engagés par les États ou les entreprises privées, alors que « l'aide au Tiers-Monde est souvent considérée comme une aide perdue ». Les pays du Sud sont donc amenés à développer les partenariats régionaux afin de compenser la diminution de l'assistance des pays riches (Randrianantoandro 175-76).

Le groupe hôtelier sud-africain Sun International est le premier à réagir à la démarche d'ouverture de Ratsiraka en évoquant la possibilité de s'implanter sur l'île (*Cape Argus* : 07/05/90). La rapidité de sa réaction est peut-être due au souci de ne pas laisser Pullman International prendre trop d'avance dans la signature d'accords et la réalisation de grands projets. Dès juillet en effet, la chaîne Pullman annonce la construction prochaine de plusieurs hôtels sur l'île. Cette décision est en partie la conséquence de la signature d'un accord de coopération entre le gouvernement malgache et la Banque Mondiale : Madagascar va tenter de s'appuyer sur le tourisme pour développer son économie et un comité

---

[1] Sur les 1,3345 milliards de dollars d'aide accordés à Madagascar de 1985 à 1990, les dons français s'élèvent à 655,4 millions. De plus, en 1990, la France efface une dette de 715 millions de dollars. Mais en 1992 elle annonce la réduction des sommes octroyées à Madagascar « à cause de son incapacité à absorber plus qu'une certaine quantité d'aide » (Bowman 4).

[2] Un correspondant de l'*Argus* estime à l'époque que l'ouverture vers la RSA n'a pour but que de relancer l'intérêt de la France pour Madagascar. Gros fournisseur de l'île, la France pourrait sentir sa suprématie commerciale menacée (*Cape Argus* : 19/06/90).

du Programme de Développement des Nations Unies sera chargé de contrôler le financement des projets et leur impact écologique (*Cape Argus* : 26/07/90).

Chacun s'accorde à reconnaître le grand potentiel touristique de l'île. On a vu dans la partie consacrée à l'image que les visiteurs sont vite frappés par la beauté de certains sites. Sur la côte, des destinations telles que Sainte-Marie et Nosy Be sont très prometteuses et pourraient concurrencer l'île Maurice et les Seychelles : elles sont plus proches de l'Afrique du Sud et la vie y est nettement moins chère. Vont-elles, comme le suppose un correspondant de l'*Argus*, devenir un « *playground for tourists* » ou un « *tourists' paradise* » (*Cape Argus* : 26/07/90) ? Quelques hôtels y existent, mais en quantité insuffisante pour assurer l'accueil d'un grand nombre de touristes. Le manque de bons hôtels est aussi flagrant dans la capitale : « *Antananarivo boasts many hotels, but few are worth boasting about* » (*Cape Argus* : 17/08/90). L'essor du tourisme passera nécessairement par l'amélioration des infrastructures.

Alors que le concurrent mauricien Beachcomber annonce la construction d'un hôtel de luxe à Tananarive et que Pullman prévoit d'en édifier une dizaine dans l'île, Sun International semble encore hésiter. Le groupe attend peut-être des garanties politiques solides et non de simples promesses. Les doutes sont levés au mois d'août 1990 quand le président de Klerk et son ministre des affaires étrangères, Pik Botha, effectuent une visite officielle à Madagascar. De Klerk et Ratsiraka doivent discuter de l'établissement de liens commerciaux et aériens entre l'Afrique du Sud et Madagascar et des développements politiques dans leurs pays respectifs (*Cape Times* : 14/08/90). Les résultats concrets sont immédiats : les deux chefs d'États s'entendent pour échanger des missions commerciales et South African Airways obtient le droit de trafic vers Madagascar. Quarante-huit ans après le débarquement sud-africain qui avait permis de neutraliser les troupes françaises restées fidèles à Vichy, l'île se prépare à l'invasion pacifique des touristes et hommes d'affaires (*Cape Argus* : 19/08/90).

Curieusement, le groupe Sun ne fait plus parler de lui alors que les obstacles viennent d'être levés : ce sont d'autres entreprises et fournisseurs de capitaux sud-africains qui se précipitent. En une seule journée, 50 banques et investisseurs privés offrent une participation de 1,4 milliards de rands aux projets de Pullman International (*Business Day* : 11/12/90). Dans d'autres secteurs d'activité, on ne reste pas inactif. De Beers, le géant du diamant, se déclare intéressé par la prospection minière dans le pays. Dans le domaine du fret maritime, la compagnie Unicorn Lines réagit immédiatement à la signature d'un accord[1] en annonçant qu'elle desservira régulièrement le port de Tamatave (*Cape Times* : 10/10/90).

Si les groupes hôteliers et De Beers ne peuvent que spéculer sur le développement du tourisme[2] et de l'industrie minière, les transporteurs et exportateurs savent que leurs activités vont forcément croître, tant le volume d'échanges est faible en 1990. Les chiffres de 1989 viennent alors d'être publiés et montrent que la RSA a exporté 13 millions de rands de marchandises seulement vers Madagascar. La valeur des produits importés ne s'élève qu'à 138 000 rands, ce qui dénote un déséquilibre énorme dans le commerce entre les deux pays : du côté malgache, le taux de couverture est à peine supérieur à 1 % (*Cape Argus* : 19/08/90). Si rien n'indique que Madagascar pourra inverser cette tendance, il est en revanche acquis que les exportateurs sud-africains vont profiter de leur retour sur un marché longtemps hermétique.

Les événements politiques qui se déroulent sur l'île occultent totalement l'actualité économique pendant plus de deux ans. Elle réapparaît discrètement dans les journaux du groupe *Argus* en 1992 et 1993. On se rend compte alors qu'en dépit de la longue crise traversée par le pays, la valeur des importations de produits sud-africains n'a cessé

---

[1] DEPARTMENT OF FOREIGN AFFAIRS, *Agreement between the Democratic Republic of Madagascar and the Government of the Republic of South Africa regarding merchant shipping and related maritime matters*, signé le 8 Octobre 1990.

[2] Les journaux de l'époque parlent tantôt de 34 000 touristes pour 1989, tantôt de 50 000. Le gouvernement ambitionne alors de porter ce chiffre à 250 000 en 1995. En 1996, le rapport de la World Bank cité dans la partie « environnement » n'indique toujours qu'une fréquentation de 50 000 touristes.

d'augmenter. Les prévisions pour l'année 1993 donnent un chiffre de 90 millions de rands et, pour janvier et février, les chiffres réels sont en augmentation de 32 % par rapport aux deux premiers mois de l'année précédente (*Cape Times* : 26/08/93). Même en tenant compte de la baisse du cours du rand, on peut mesurer les progrès accomplis par les exportateurs sud-africains depuis le changement d'attitude du gouvernement malgache à l'égard de leur pays.

CONCLUSION

On peut imaginer que, pendant des décennies, Madagascar a représenté pour les Sud-africains une terre isolée, éloignée bien que proche géographiquement, et quelque peu mystérieuse. L'invasion de 1942 a pu donner l'illusion que l'île faisait partie de la sphère d'influence de la RSA. Elle ne visait en fait qu'à prévenir un éventuel débarquement japonais et faisait partie de la stratégie globale définie par l'état-major allié[1]. Pas plus que leurs camarades qui combattaient au même moment en Egypte et en Libye[2] les soldats sud-africains n'étaient sur un théâtre d'opérations faisant partie de leur « *natural hinterland* ». La fin des hostilité a remis le pays dans la zone d'influence française, et l'accession du pays à l'indépendance n'a guère favorisé le rapprochement. Pour se prémunir contre la possible humiliation qu'aurait représenté la rupture de relations diplomatiques, la RSA avait d'ailleurs fermé sa représentation officielle avant le départ définitif des Français (*The Star* : 19/08/90). A partir de l'accession au pouvoir de Didier Ratsiraka, la séparation est complète : Madagascar décide unilatéralement d'ignorer le régime de l'apartheid.

---

[1] Le consulat sud-africain, ouvert en 1943 dans la base navale de Diego Suarez, était d'ailleurs chargé d'administrer l'île au nom des Alliés (*The Star* : 19/08/90).

[2] La 1ère division d'infanterie sud-africaine a notamment participé à la bataille d'El Alamein.

La présence si proche d'un pays qui reste résolument fermé à toute influence sud-africaine a de quoi irriter Pretoria. Ce « trou noir de l'océan Indien » semble être la preuve manifeste de l'échec de la politique africaine des gouvernements Vorster et Botha. Pour ces derniers, le grand vide créé si près des côtes sud-africaines est le rappel cinglant de leur isolement croissant. Voisin atypique, voisin inclassable : pays censément africain mais séparé du continent et fier de son insularité, pays africain où l'on ne parle aucune langue africaine et dont une grande partie de la population a sans doute des origines mélanésiennes, pays qui rejette d'abord son ancien État colonisateur et la langue qu'il a imposée puis revient en arrière, pays en pleine déliquescence mais resté plein de charme, pays du Tiers-Monde qui choisit de ne pas collaborer avec certains pays riches et qui jongle avec l'aide de l'Est, de l'Ouest et du FMI au gré des années mais dédaigne celle de son puissant voisin, pays ennemi qui clame de façon belliqueuse sa haine de la RSA, mais dont la population se révèle pleine de douceur et de gentillesse. Comment traiter avec une entité aussi imprévisible ? Comme le trou noir des astrophysiciens, elle ne laisse rien passer et ne restitue rien : l'information relative à Madagascar se fait en général rare dans la presse sud-africaine. On s'explique mieux, dans ces conditions, la brusque augmentation du nombre d'articles signalée en début de chapitre : elle se situe au moment où les deux pays viennent de renouer.

On peut donc penser que l'attention portée par la presse à Madagascar au début des années 1990 n'est pas simplement liée aux intérêts économiques sud-africains. Le marché malgache est d'ailleurs tellement limité et les échanges partent de si bas que même le décuplement des exportations n'aurait qu'une incidence minime sur l'économie de la RSA. La valeur symbolique de la reprise des relations est par contre soulignée par les journalistes. Faisant allusion à la fermeture du consulat sud-africain dans les années 1950, Gerald L'Ange dit du gouvernement de l'époque : « *It did not realise or did not then care that it would within a few years be desperately be seeking friends, any kind of friends, in black Africa* » (*Cape Argus* : 19/08/90). Bien qu'ayant un caractère purement commercial, le premier accord conclu entre de Klerk et Ratsiraka est donc salué comme une avancée importante pour l'Afrique du Sud. La

presse y voit un signe annonciateur de la fin de l'isolement du pays : « *Madagascar exerts a political and diplomatic influence beyond its economic status, and so the agreement is another significant step in efforts to normalise relations with Africa and the world* » (*Cape Times*: 15/08/90). Il appartient désormais à la RSA de ne pas gâcher cette occasion. Après avoir rappelé ce qu'était la politique de déstabilisation des gouvernements Vorster et Botha, un journaliste commente : « *Yet Pretoria must learn from the mistakes of the past if it is to make the best of present and future opportunities* » (*Cape Times* : 16/08/90). L'Afrique du Sud doit se faire pardonner l'attitude dominatrice qu'elle avait à l'égard des pays de la région et faire preuve de plus de générosité : « *Apart from economic self-interest, South Africa has a moral obligation to lead the way in rebuilding the regional economy* » (ibid.). Madagascar lui offre alors cette chance de rejoindre dignement le concert des nations.

Emmanuel D'ESPARBES [1]

---

[1] Université de La Réunion, I.U.T., chemin de l'ancien hôpital, 97410 Saint Pierre (France)

REFERENCES

BEINART, William. *Twentieth-Century South Africa* (Cape Town : Oxford University Press, 1994).

BOWMAN, Larry, W. *CSIS Africa notes N° 151*, Washington D.C. : Center for Strategic and International Studies, August 1993, 3-4.

LEISTNER, Erich, *Africa Institute Bulletin*, Volume 30, no 3, 1990.

----------, *Africa Institute Bulletin*, vol. 31, no 11, 1991.

RANDRIANANTOANDRO, Solofo. *Les relations entre l'Afrique du Sud et le sud-ouest de l'océan Indien*, Antananarivo : Ecole Nationale d'Administration de Madagascar, 1994.

VALE, Peter, C. J., and **SPICER**, Michael. «Offshore Politics and the Security of Southern Africa», in William L. DOWDY, Russell B. TROOD (eds.), *The Indian Ocean: Perspectives on a Strategic Arena* (Durham : Duke University Press, 1985).